

nons-lui le temps d'y réfléchir sans la passion que soulèvent—dois-je employer le mot—les démagogues, et dites-moi ensuite si les Canadiens français n'appuieront pas alors avec autant d'empressement la conscription que le volontariat.

Recommençons à neuf. C'est une belle chose que d'oublier le passé et de recommencer la vie à neuf. Ceux qui se rappellent constamment le passé deviennent bientôt si entravés par les fardeaux qui nous ont été légués qu'ils deviennent absolument incapables de supporter même le présent, encore moins d'envisager l'avenir avec espoir. En tant que nation, oublions le passé. Ce que nous devons garder en mémoire c'est qu'au Canada nous devons viser aujourd'hui à l'efficacité du service. Peu importe où le service doit s'accomplir: si le Canada a besoin de nos services, il est de notre devoir de les lui fournir. Il faut être prêt à aller là où le devoir nous appelle. Quand j'étais tout petit, ma mère ne cessait de m'inculquer, avec beaucoup de gravité, la signification du mot "devoir". Ce mot, nous ne l'employions pas dans sa pleine acception ces dernières années. Il me semble que nous devrions recommencer à nous en servir, car, aujourd'hui comme par le passé, il faut accomplir son devoir. Il nous incombe de faire tout ce que nous pouvons et d'aller là où l'on nous envoie pour combattre les ennemis de la religion, de la liberté et de la race. Il faut être stupide ou de mauvaise foi pour établir une distinction entre le service au pays même et le service à l'étranger. Pareille distinction ne peut exister.

La politique de la démocratie nouvelle est la même en temps de paix qu'en temps de guerre, en ce qu'elle vise à assurer le fonctionnement de la démocratie. Je ne crois pas qu'aucun membre de la Chambre puisse soutenir sérieusement qu'il ait jamais vu la démocratie fonctionner comme elle le devrait. De nombreuses modifications s'imposent. Je ne cherche pas par là à déprécier ou à décréditer la démocratie, car la démocratie n'a jamais été mise à l'essai. A cet égard, elle tient du christianisme. La démocratie nouvelle vise à mettre au service de la population l'ensemble des ressources du Canada, que la nation soit en paix ou en guerre. Elle vise à réaliser la sécurité nationale, soit dans l'état de paix, soit dans l'état de guerre. Elle vise à moderniser et rationaliser les moyens de production et de distribution. La démocratie nouvelle se rend compte qu'une démocratie qui fonctionne mal conduit à la dictature. Voilà le danger qui menace le Canada aujourd'hui. A

[M. Blackmore.]

certaines égards, c'est un danger aussi grave que le danger de la défaite sur le champ de bataille.

Nous préconisons donc l'adoption d'une loi du service national qui nous permettrait de mettre au service du pays toutes nos ressources financières, industrielles et humaines, afin qu'il y ait égalité de service et de sacrifice. N'avons-nous pas été témoins de cette flagrante injustice qui consistait à envoyer un homme combattre au delà des mers pour une misérable solde de \$1.10 par jour, tandis que son voisin s'embauchait moyennant \$5 par jour? La guerre finie, ce même homme, rentré chez lui, s'est trouvé en présence d'une accumulation d'impôts qu'il lui fallait acquitter avec intérêts composés. Oserait-on affirmer que, pour cet homme, la démocratie a fonctionné comme elle le devait? Quelle abomination! Et dire que l'on envisage sérieusement de recommencer!

Nous préconisons l'adoption d'un régime de service national, car en cela seul réside le maximum d'efficacité. Sans ce maximum d'efficacité, nous ne saurions être victorieux. Si nous donnons tout ce que nous possédons, nous vaincrons. Je ne suis pas de l'avis de ceux qui croient que la présente guerre détruira la civilisation. Cette guerre ne constitue qu'un incident dans la grande marche de l'humanité. Nous en sortirons, grâce à Dieu, un peuple plus grand, plus noble, plus vertueux et plus heureux que nous étions avant d'y entrer. Mais non pas si nous adoptons une attitude défaitiste. Il faut regarder en haut et non pas en bas. Mon groupe engage le Gouvernement à affirmer son intention de réaliser le principe de la conscription générale des ressources financières, industrielles et humaines de la nation.

Le roi et la reine de la Grande-Bretagne sont le roi et la reine du Canada. Comment les Canadiens peuvent-ils envisager avec calme l'idée de les laisser sans protection suffisante? Le Canada est notre patrie; c'est le pays où doivent vivre nos enfants et les enfants de nos enfants. Nous n'oserions pas, par notre négligence, les mettre en danger. La Grande-Bretagne et la France sont nos mères patries. Victorieuses, elles constituent pour l'Amérique du Nord un rempart de sécurité; défaites, elles seraient, dans les mains de nos ennemis, une arme irrésistible. L'union fait la force. Dieu veuille que nous soyons sages et braves. Puisse-t-Il faire en sorte que les Canadiens d'aujourd'hui se suffisent à eux-mêmes. Puissent les Anglais des années à venir encore chanter en toute sincérité: "Les Anglais ne seront jamais des esclaves."

(Sur la motion de M. Thorson, la discussion est renvoyée à une séance ultérieure.)